

*Les subsides*

**Des voix:** Bravo!

**M. Tobin:** Monsieur le Président, la réponse que le ministre du Commerce extérieur (M. Kelleher) a donné à cette motion me paraît tout à fait insatisfaisante. Le ministre parle de la naïveté de l'opposition. Néanmoins, il a préféré oublier que le président des États-Unis en personne a déclaré ceci, au sujet du bois tendre canadien, dans sa lettre du 8 mai, que nous n'avons reçue qu'hier: «J'ai l'intention de régler rapidement ce problème en dehors des négociations globales. Si nous n'y parvenons pas dans le cadre des négociations bilatérales, je prendrai les mesures nécessaires pour résoudre la question conformément à la loi des États-Unis».

Ce n'est pas pour rien que le président a fait cette déclaration à l'intention de l'industrie américaine. Ce n'est pas pour rien qu'il dit partager ses inquiétudes ou comprendre son mécontentement ou ses doléances. C'est un engagement clair: «Si cela ne peut se faire au moyen de négociations bilatérales, il me faudra alors prendre les mesures qui s'imposent pour résoudre ce problème en fonction de la loi américaine».

La présente motion vise à donner un peu de nerf au gouvernement. Elle avantage même le gouvernement canadien, car elle lui permet d'aller jouer le même petit jeu au sud de nos frontières que celui qu'on joue avec nos négociateurs. Si le gouvernement n'a pas assez de cœur au ventre, comme dit le ministre, et ne comprend pas assez la partie serrée qui se joue pour se montrer ferme lors des négociations, qu'il expose au moins au gouvernement américain les sentiments du Parlement canadien et des députés des trois partis représentés à la Chambre.

Je ne peux pas croire que des députés ministériels de la Colombie-Britannique soient disposés à confier à un groupe spécial d'envoyés le soin de défendre les intérêts d'un secteur industriel représentant trois milliards de dollars et des dizaines de milliers d'emplois. La dernière fois que nous avons eu recours à des envoyés, c'était au sujet des pluies acides et nous savons tous quels ont été les résultats. Le président américain a admis que la fiente d'oiseau ne causait pas de pluies acides. Il ne sait trop encore ce qui en est la cause.

● (1220)

Je ne peux pas croire que nous soyons disposés à conclure un marché distinct sur le bois d'oeuvre qui soit désavantageux pour les Canadiens simplement pour pouvoir engager des négociations sur le libre-échange dont rien ne garantit le succès. Le gouvernement est-il résolu à perdre l'industrie vitale du bois d'oeuvre en Colombie-Britannique et ailleurs, comme il a symboliquement perdu l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve en faisant de la propagande en faveur du libre-échange? Serons-nous témoins d'habiles négociations de ce genre?

**M. Kelleher:** Monsieur le Président, il suffit d'examiner les réalisations du gouvernement actuel pour comprendre qu'il ne trahira jamais le Canada. Le gouvernement ne trahira jamais l'industrie du bois d'oeuvre en Colombie-Britannique ou dans n'importe quelle autre province. Nous avons agi de façon rationnelle. Quand un problème surgit, nous tentons de le résoudre en en discutant avec notre voisin et notre associé commercial le plus important. Il n'y a certes rien de mal à cela. Je ne comprends simplement pas l'attitude des députés d'en face. Ils ne veulent pas que nous discutons un problème comme des gens civilisés.

Je voudrais signaler à nouveau qu'ils ne semblent pas comprendre la portée de cette résolution. Ils font preuve de naïveté. Si nous comptons un seul instant que les Américains renonceraient à leur prérogative d'imposer des droits compensateurs semblables à ceux qui ont été imposés jusqu'ici, ils nous diront sûrement s'ils ont même examiné sérieusement la question: «Êtes-vous disposés à retirer les vôtres? Je demande à ce député et aux autres d'en face s'ils sont disposés à nous priver, pendant le certain nombre d'années que les négociations vont durer, du droit d'imposer des droits compensateurs contre les marchandises américaines qui pourraient faire l'objet d'un dumping dans notre pays. Qui, en fait, est en train de duper notre population? Ce n'est certainement pas mon parti. Ce sont les députés d'en face, pas les ministériels. Ce n'est pas nous qui traiterons des Canadiens de cette façon.

**M. Tobin:** Une question supplémentaire.

**Le président suppléant (M. Paproski):** J'ai cinq interrogateurs. Une très courte question supplémentaire, et ensuite j'accorde la parole au député d'Essex—Kent (M. Caldwell), à celui de Cape Breton Highlands—Canso (M. O'Neil), à celui de Skeena (M. Fulton), à celui de Kamloops—Shuswap (M. Riis), et j'essaierai de faire passer le député d'Essex—Windsor (M. Langdon). Je vous prie de faire preuve de modération.

**M. Tobin:** Monsieur le Président, la vantardise et les belles phrases du ministre ne feront pas oublier qu'il cherche à lancer la Chambre sur une fausse piste. Le gouvernement ne s'apprête pas à renoncer au droit que nous avons d'imposer des mesures compensatrices si les Américains font de même. Ce que le gouvernement entame ce sont des négociations bilatérales, par désignation de représentants commerciaux. Le gouvernement américain a dit qu'une entente sur le bois d'oeuvre était le prix non pas d'un accord de libre-échange, mais des négociations de libre-échange. Voilà ce qui est en train de se produire. Le gouvernement américain s'en est pris à un secteur en particulier, celui des feuillus, en disant qu'il fallait un arrangement. Et le moyen de réaliser cet arrangement c'est de désigner des envoyés. Nous allons faire un marché politique de coulisse, et vous allez devoir payer avant que les négociations ne commencent. Le ministre sait qu'il a vendu la population de la Colombie-Britannique et des autres régions intervenant dans le secteur des feuillus. Il l'a fait de la même façon qu'il s'est défait de Terre-Neuve et de l'Île-du-Prince-Édouard sur la carte du Canada.

**M. Kelleher:** Monsieur le Président, le député a de nouveau du mal à m'écouter, quelle qu'en soit la raison. Cependant, je ne m'étendrai pas sur cette question. Nous n'entamons pas de négociations sur le bois avec les Américains. Nous nous étions mis d'accord à ce sujet en décembre dernier, bien avant que les deux pays acceptent d'entamer des négociations commerciales bilatérales. Nous nous sommes réunis régulièrement depuis lors et tout le monde le sait. Cela s'est fait au grand jour. On en a discuté et débattu à la Chambre. En fait, nous tenons une autre réunion demain pour discuter de cette question, ce qui est une bonne chose, à mon avis. Je n'ai jamais considéré le fait de s'asseoir et de discuter d'un problème avec quelqu'un comme un signe d'abdication ou de faiblesse. À mon sens, le gouvernement actuel fait preuve de sagesse.